

Liste

# CITOYENNETE POUR TOUS



**Jocelyne POIRRIER**

Tête de liste.

Aide soignante, militante associative, membre de l'Association Citoyenneté pour tous.

Combien sommes-nous à regarder les mêmes décider ? Et depuis combien de temps nous écartent-ils de toute décision ou d'un quelconque choix qui concerne la vie de notre ville et de notre pays ?

Les élections municipales sont l'occasion de manifester notre volonté de construire la *citoyenneté pour tous* à Angers. Nous ne voulons pas de la Droite, promotrice acharnée des politiques anti-sociales ; encore moins de l'extrême droite qui défend une politique encore plus libérale, et cherche à diviser les salariés et chômeurs en s'attaquant haineusement aux immigrés et aux droits des femmes. Mais la politique « *gestionnaire* » de la municipalité sortante ne nous satisfait pas non plus. Appuyée par une alliance du PS et de centristes, elle gère la communauté d'agglomération et la commune comme des entreprises, et se soumet aux seuls critères de « rentabilité ». Au contraire, la liste « Citoyenneté pour tous » propose de promouvoir une démocratie *locale et participative*.

**NOS PRIORITÉS : des droits égaux pour tous, des mesures d'urgence pour une autre répartition des richesses, une démocratie véritable pour décider toutes et tous !**

Une citoyenneté active et permanente doit être fondée sur les intérêts et besoins sociaux de la population de *tous* les quartiers. Il faut donc consulter, informer, échanger, élaborer et suivre les projets. Des assemblées de quartier *disposant d'un réel pouvoir de décision* (et non de simples chambres d'enregistrement de décisions prises ailleurs) pourraient associer toutes les composantes de la population (notamment les exclus de la citoyenneté) à cette élaboration, en particulier sur les choix du budget municipal. Elles pourraient aussi élire des représentants à une commission extramunicipale de la vie des quartiers et de la ville. Enfin, la démocratie directe pourrait être valorisée par la saisine du conseil municipal si au moins 5% de la population le demandait par pétition.

Nous pensons d'autre part que la mise en place de cette démocratie locale et participative, parce qu'elle partirait nécessairement des besoins de la population, entraînerait des choix différents de ceux habituellement défendus par les « gestionnaires », aussi « efficaces » soient-ils... Sur les questions essentielles du développement des services publics de proximité, du droit à la santé pour tous, à l'éducation, à la formation et à l'emploi pour tous, de la justice fiscale, de l'urbanisme et de l'environnement, il faut arrêter de s'en remettre à des « experts » qui ne connaissent que

les mots prestige, marchandise et rentabilité. Contre la *dictature aveugle* des marchés financiers et du profit, qui conduit toute la planète dans une impasse, il faut affirmer la *démocratie*, l'*égalité* et la *solidarité*.

Pour ces élections, notre liste a été constituée à l'initiative de l'Association angevine « Citoyenneté pour tous » en partenariat avec les sections d'Angers du Parti communiste et de la Ligue communiste révolutionnaire. Sa démarche est de *longue haleine* et ne s'arrêtera pas au soir des 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> tours des élections municipales. Nos élus défendront nos propositions au sein du Conseil Municipal. Mais, en dehors de ce conseil, il faut que tous ensemble nous cessions de nous en remettre à des « décideurs » incontrôlés (sinon par les suffrages qu'ils sollicitent tous les 5 ou 6 ans...).

***Prenons tous ensemble nos affaires en main !***

Votons  
**Citoyenneté  
 Pour Tous**

### Ce que nous voulons :

- ✓ *réelle citoyenneté pour tous* dans la cité (**droit de vote aux immigrés**, mise en place d'**assemblées de quartiers** prenant part aux *décisions* et aux *choix* du budget) et... dans les entreprises !
- ✓ *droit à l'emploi pour tous* : embauches de **personnels titulaires** dans les services publics (hôpital, mairie, poste...) et **emplois stables** dans le privé (notamment à Angers dans les viviers de précarité que sont l'automobile et l'électronique) ;
- ✓ *soutien* aux associations de chômeurs et aux luttes contre la précarité ou le travail intérimaire subi ;
- ✓ *développement des services publics* (transports en commun plus nombreux et fréquents, gratuits pour les chômeurs et bas revenus, crèches et halte-garderies, dispensaires de premiers soins, rénovation des écoles, refus des fermetures de classe, etc.)
- ✓ *politique d'équipements et de logements sociaux* (dans tous les quartiers : mixité sociale, maisons des associations/des citoyens et salles de sport avec accès gratuit, commerces de proximité, etc.)
- ✓ *relations internationales et jumelages* non limités à l'Union Européenne (en plus de Bamako, nous proposons une ville du Maghreb).
- ✓ *révision de la fiscalité locale* (suppression de la taxe d'habitation [TH] pour les bas revenus ; taxe professionnelle incluant une taxation des actifs financiers et cessant d'être indexée sur la TH, etc.)

### Ce que nous refusons :

- des décisions prises sans consultation préalable des populations concernées dans les domaines essentiels de l'urbanisme et des transports (*cf.* le refus par le Maire du tunnel pour l'autoroute A11), comme de l'économie ;
- une municipalité menant une politique gestionnaire, détachée des luttes sociales et soumise de fait aux intérêts patronaux ;
- une politique de prestige (aéroport, Front de Maine, Saint Serge) faite au détriment des réels besoins dans tous les quartiers : non aux ghettos !
- un plan de déplacement urbain (PDU) inspiré par le « tout-voiture » et les seuls critères de *rentabilité*, à l'encontre de tout souci écologique ;
- les inefficaces et provocatrices « solutions » *sécuritaires* en matière de sécurité, qui continuent de se substituer au traitement des causes économiques et sociales du problème, et à la *prévention* ;
- la diminution, au profit des seuls actionnaires, de la part des salaires dans la richesse produite.
- l'autorisation de licenciement laissée aux entreprises faisant des profits, et les licenciements économiques sans reclassement préalable des salariés.

Une partie de nos propositions pourrait être appliquée directement par une municipalité dirigée par tous et au service de tous. Les autres impliquent une remise en cause plus large, à la fois du pouvoir du grand patronat et de la politique des gouvernements successifs en France et en Europe. Car si le gouvernement de gauche plurielle peut se prévaloir de certaines avancées limitées (PACS, IVG, SRU...), il cède trop souvent aux exigences capitalistes (dernier avatar : l'autorisation du travail de nuit des femmes – votée par les députés du PS et de la Droite). Les réformes libérales et les privatisations se multiplient alors qu'elles s'attaquent aux conditions de vie du plus grand nombre. Les minima sociaux demeurent scandaleusement bas. La loi des 35 heures a autorisé l'annualisation et une flexibilité accrue des horaires de travail (limitant d'autant les créations d'emploi). L'Education nationale, la santé et les services publics manquent toujours cruellement de moyens. Les « sans-papiers » restent sans papiers, et sont pourchassés comme des malfaiteurs. De plus, les grands patrons (le MEDEF) sont à l'offensive : ils ont pour l'instant réussi à faire agréer par le gouvernement le prétendu « PARE », qui vise à culpabiliser, isoler et précariser encore davantage les chômeurs. Ils cherchent maintenant à attaquer les retraites par répartition afin de promouvoir les « fonds de pension »...

### Résistons ! Agissons ! Tous ensemble !

Nous disons quant à nous que les salaires et minima sociaux peuvent et doivent augmenter, que les services publics, la solidarité avec les chômeurs, et la solidarité entre générations peuvent et doivent être préservés. Car nous pouvons *résister*, comme l'ont déjà montré dans le passé de nombreux mouvements sociaux. *Tous ensemble*, en nous organisant dans les quartiers, les entreprises, en formant des associations, en prenant la parole, nous pouvons *agir* pour nos droits et contre les inégalités. En nous mobilisant pour une autre répartition des richesses, en devenant des *citoyens actifs*, nous sommes également une *force* qui peut *transformer* la société, à commencer par notre ville, Angers !

Le 11 mars 2001, votons pour la liste conduite par **Jocelyne Poirrier**, présentée par « Citoyenneté Pour Tous », en association avec les sections d'Angers du PCF et de la LCR